



DECLARATION LIMINAIRE
DU COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 25 JUI 2012

FO DGFIP 35 condamne les nouvelles attaques contre le statut général des fonctionnaires, à savoir l'instauration d'un jour de carence pour les fonctionnaires et la proratisation des jours ARRT en fonction des arrêts maladies. Nous vous demandons avec insistance de ne pas appliquer le jour de carence.

En effet, suite à une décision du TGI de Paris, l'application de cette mesure est suspendue à la RATP. Anticipant une décision de justice similaire pour son établissement, la direction de la SNCF a décidé de suspendre aussi l'application de la mesure dans ses services. Ceci renforce la Fédération Générale des Fonctionnaires FO dans sa revendication d'abrogation de cette disposition.

De même, à propos d'un débat global sur les retraites qui sera conflictuel, FO revendique un retour à la retraite à 60 ans pour tous ainsi que la réduction de la durée de cotisation.

Le DUERP étant à l'ordre du jour, nous souhaitons rappeler d'abord les principaux risques professionnels :

- les agents souffrent des suppressions d'emplois.
- ils souffrent aussi de perdre le sens du travail bien fait quand ils doivent s'adapter en permanence à un flot de réformes désorganisées.

Pour mettre en accord les actes avec les intentions affichées, vous nous direz quand vous projetez des travaux dans la trésorerie de LOUVIGNE DU DESERT, avant qu'une dalle ne tombe du plafond.

S'agissant du sujet du référent foncier, FO DGFIP revendique un véritable service public cadastral, avec des structures pérennes de proximité permettant l'exécution globale de la mission cadastrale, mission de service public à la fois technique et fiscale.

FO DGFIP revendique le maintien du maillage du territoire avec les moyens nécessaires au bon fonctionnement des services. Nous vous alertons à nouveau : les tensions se multiplient dans les services à la situation plus que dégradée.

Pour ces mêmes raisons nous ne prendrons pas part au vote sur la réduction des horaires d'ouverture de la trésorerie de GUICHEN, nous laissons l'administration assumer la responsabilité d'un nouveau recul du service public.

FO refuse toutes les suppressions d'emplois et demande un recensement exhaustif des emplois manquants dans tous les services.

FO demande aussi l'arrêt des restructurations et réformes incessantes qui déstabilisent chaque jour un peu plus les agents et font reculer le service public.